



La FHF rappelle l'ampleur des défis à venir pour le système public de santé, à l'annonce de la constitution du nouveau Gouvernement

Paris, le 22 septembre 2024

La Fédération hospitalière de France (FHF) salue la nomination ce jour d'un nouveau gouvernement, et plus particulièrement celle de Geneviève Darrieussecq au ministère de la Santé et de Paul Christophe au ministère des Solidarités. Ces nominations particulièrement attendues par le secteur de la santé publique interviennent dans un contexte d'urgence et de crise profonde. Les réponses apportées seront déterminantes pour l'avenir du système de santé. **La situation actuelle exige des réformes d'envergure, tant au niveau de l'organisation des soins que de leur financement, afin d'éviter une dégradation irréversible des services publics hospitaliers et médico-sociaux.**

La FHF se tient dès à présent prête à travailler avec les ministres nouvellement nommés pour mettre en œuvre les solutions nécessaires, et rappelle que **seule une augmentation substantielle des financements et une restructuration de l'organisation des soins permettront une sortie pérenne de la crise actuelle.**

FINANCER LE SERVICE PUBLIC À HAUTEUR DE SES COÛTS DANS LE PLFSS 2025

Alors que le gouvernement est désormais nommé et que les débats sur le PLFSS 2025 doivent s'ouvrir dans les prochaines semaines, la FHF alerte sur le **déficit inquiétant qui continue à se creuser pour les hôpitaux publics, et qui devrait dépasser les 2 milliards d'euros en 2024, en raison des effets cumulatifs de la non-compensation du coût de l'inflation et d'un sous-financement chronique.**

- Dans la perspective de la présentation du texte et de l'ouverture des débats parlementaires, la FHF rappelle l'impérieuse nécessité d'un effort budgétaire significatif d'abord en rectifiant de 1,9 milliard d'euros supplémentaires l'ONDAM 2024, puis en sanctuarisant **une hausse de l'ONDAM 2025 de l'ordre de 6,3 milliards d'euros pour les établissements de santé.** Ce complément de financement est indispensable pour permettre aux établissements de santé de continuer à assumer leurs missions de service public, alors qu'ils restent sous le coup des effets de la crise sanitaire, de l'inflation et de difficultés de recrutement dans de nombreux métiers.

Le secteur du médico-social se trouve lui aussi dans une situation particulièrement critique, avec **85% des EHPAD publics déficitaires et un déficit cumulé estimé à 1,3 milliard d'euros. Cette situation inédite illustre une dégradation généralisée du modèle et nécessite un plan de sauvetage dans les plus brefs délais.** Il s'agit ici de préserver également l'offre médico-sociale publique, dont une partie est aujourd'hui mise en péril, au moment où la société connaît un vieillissement important.

ENGAGER LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME DE SANTÉ POUR UNE MEILLEURE MAÎTRISE DE SES COÛTS

La crise que traverse notre système de santé questionne son fonctionnement et sa pérennité pour continuer à assumer toutes ses missions de service public et de prise en charge des patients. Cela implique **d'engager de toute urgence un débat démocratique franc**, qui doit permettre la réelle prise en compte des besoins financiers et humains nécessaires à l'exercice de l'ensemble de ses missions par l'hôpital public. Le livre blanc publié par la FHF en mai dernier propose **des pistes concrètes pour y parvenir, notamment par une évolution des modes de financement des soins afin d'assurer une prise en charge plus efficiente et durable.**

L'enquête conduite par la FHF dans les hôpitaux cet été fait état d'une nouvelle fois d'une situation alarmante, à la fois sur l'accès aux lits de MCO ou psychiatriques, et sur le manque de personnel hospitalier, pour lequel des difficultés de recrutement restent importantes. Ce constat impose de **repenser l'organisation du système de santé dans son ensemble à l'échelle locale, autour de filières de soin plus efficaces, de généraliser la prévention par l'évolution de ses modes de financement, et une meilleure orientation des patients** vers les différentes offres de soin. La FHF rappelle avec force la nécessité du maintien de l'Aide Médicale d'État (AME). Tout recul sur ce dispositif aggraverait considérablement la situation sanitaire, notamment parmi les populations les plus précaires, et désorganiserait les services hospitaliers. Une politique de prévention ambitieuse ne peut faire l'économie d'une telle aide.

Enfin, cette refonte ne pourra s'opérer sans **une vision claire et à long terme, en garantissant des moyens pérennes par une stratégie pluriannuelle portée par une loi de programmation en santé** que la FHF appelle de ses vœux, tout en préservant l'autonomie laissée aux acteurs locaux pour répondre aux besoins de leurs territoires. Cette stratégie de long terme suppose un investissement public soutenu permettant également de répondre aux impératifs de la transformation écologique en santé.



Pour le président de la FHF,
Arnaud ROBINET

”

« En cette rentrée, la situation de l'hôpital et du secteur médico-social publics est critique. Une action urgente et durable est nécessaire pour sortir de l'ornière. Dans l'immédiat, un soutien financier conséquent est attendu pour financer enfin l'hôpital et les EHPAD publics à hauteur des coûts qu'ils supportent. À moyen terme, il faudra engager les réformes que défend la FHF de longue date pour rendre notre système de santé plus efficient, en matière de pertinence des soins par exemple. J'adresse tous mes vœux de réussite au gouvernement nouvellement nommé et espère qu'il parviendra à relever ces défis, malgré un contexte budgétaire contraint. De son côté, la FHF restera vigilante, pour faire valoir et défendre les acteurs publics de santé et du médico-social. »